

personnes nécessiteuses. On calcule le revenu de ces personnes—soit dit en passant, on ne tient pas compte de leur logement—et les impôts qu'elles doivent payer. On prévoit une disposition qui permettra à ces personnes de gagner un peu plus d'argent, et ensuite on détermine la prestation que ces personnes, qui bénéficient de diverses formes d'assistance de l'État, y compris les pensions, ont le droit de recevoir. Ces personnes reçoivent un chèque régulièrement et à la fin de chaque année on leur demande si leur statut a changé.

S'il n'a pas changé, ils continuent de recevoir le chèque. Que représente-t-il? La différence entre ce que ces gens reçoivent et ce que le gouvernement estime être un revenu minimum garanti convenable. Voilà ce que nous devrions faire au Canada si nos ressources nous le permettaient. Si elles ne nous le permettent pas, le gouvernement devrait réexaminer ses priorités sociales car nous devrions pouvoir réduire les dépenses dans nombre de secteurs et augmenter la pension que touchent nos vieillards, ceux qui ont construit ce pays.

Le ministre a déclaré que l'évaluation des besoins permet de répondre aux besoins dignement et impartialement. On y répondra peut-être avec la même impartialité qui anime ceux qui font la charité; mais aucune dignité n'est possible quand l'assistance est reçue sous forme de charité et non comme un droit. Ces vieillards ont le droit de recevoir ce qu'ils croient être leur dû, c'est-à-dire une allocation suffisante versée sans qu'aucune question soit posée, comme un droit.

Je ne critique pas le bill en soi. Je m'indigne simplement du fait qu'on ne prévoit rien, sauf ce qui est dans le bill, pour les citoyens âgés. Voilà pourquoi j'estime qu'il est absolument nécessaire de tenter encore une fois d'atteindre notre but. Comment décrire les difficultés qu'éprouvent les vieillards? Je donnerais beaucoup pour pouvoir le faire, mais je n'y parviens pas. Je peux toutefois lire à la Chambre deux ou trois lettres que j'ai reçues de Vancouver, non pas l'hiver dernier, ni la semaine dernière, mais aujourd'hui. J'ai ici une lettre du Conseil législatif fédéré des associations de citoyens âgés de la Colombie-Britannique qui loge dans ma propre ville de Vancouver. J'en cite un passage:

● (7.50 p.m.)

Nous savons que le régime de pensions du Canada ne renferme rien pour ceux qui sont déjà à la retraite; nous savons aussi que le régime d'assistance publique du Canada qu'on envisage ne les aide pas beaucoup. Nous insistons sur la nécessité de prendre des mesures immédiates à cet égard car il y en a tant qui sont déjà à la retraite et ce sont eux qui ont besoin d'aide maintenant, non plus tard.

[M^{me} MacInnis.]

Nous constatons qu'on dépense des millions pour des commissions d'enquête et pour augmenter les traitements dans les hautes sphères du gouvernement; nous constatons en outre qu'on envoie de l'argent outre-mer pour éliminer la pauvreté. Or, nombre de citoyens à la retraite, fondateurs du Canada, vivent avec un revenu fixe, et sont actuellement dans le besoin.

Je tiens à vous lire aussi deux lettres qui me sont parvenues ce matin de gens qui habitent ma circonscription de Vancouver-Kingsway. La première se lit ainsi:

Et les pensions? Qu'est-il arrivé à la promesse de M. Pearson d'accorder \$125 aux pensionnés et d'aider les pauvres? A-t-il décidé de prendre les riches en pitié et de laisser les pauvres mendier? Il semble que chacun a obtenu une augmentation de salaire. Les députés et les médecins haussent leurs traitements sans qu'on proteste. Mais le pensionné doit accepter ce qu'on lui donne sans se plaindre. Presque tous ont besoin de beaucoup plus pour vivre maintenant. Quand les pensionnés prenaient de l'âge, les salaires étaient peu élevés et ils n'ont pas eu la chance d'économiser beaucoup après avoir acquitté leurs impôts, élevé leurs familles et envoyé leurs enfants à l'école.

Notamment ceux qui ont servi au cours des deux guerres mondiales. Ils ne se sont pas enrichis avec le montant de \$1.10 par jour qui leur était versé durant la première guerre. Que fera le gouvernement au sujet du coût élevé de la vie? Les majorations de salaire sont échelonnées sur deux ou trois ans, mais les prix augmentent chaque semaine durant l'année... Pourquoi les pensionnés de la vieillesse doivent-ils payer des taxes scolaires en plus des autres impôts lorsqu'ils ont déjà payés les frais de scolarité de leurs enfants? On ne peut s'enrichir avec \$75 par mois après avoir payé les impôts, la nourriture, les vêtements, l'éclairage, le gaz, les frais médicaux, etc.

Ma femme touche également une pension et ensemble nous recevons \$1,800. Dans un pays riche comme le Canada, il est scandaleux de verser une pension de \$75 par mois. L'argent payé sous forme de pensions n'est pas gaspillé, il est mis en circulation et active les affaires. Mais des millions sont gaspillés pour fabriquer à l'intention de l'armée et de l'aviation des avions d'essai et des jeeps qui sont mis ensuite au rancart... Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond quelque part... Sur ces centaines de millions consacrés à la construction au Canada, il devrait y avoir un petit surplus, pour aider les pensionnés à faire face au coût élevé de la vie.

Je voudrais vous faire remarquer que c'est une bonne chose que de faire preuve d'un optimisme béat ou de songer à partir en vacances. Mais il s'agit de gens en chair et en os qui ne peuvent vivre de moyennes. D'autres gagnent peut-être davantage en moyenne, mais c'est d'eux qu'il nous incombe de nous occuper.

Voici une autre lettre que je vais vous lire. On y dit:

J'ai 84 ans. En janvier dernier lorsque j'ai eu une crise cardiaque je travaillais toujours à temps partiel à titre de jardinier spécialisé, passe-temps que j'avais cultivé et dont j'ai fait mon gagne-pain après ma mise à pied à la *Canadian White Pine* à l'âge de 66 ans. Ayant élevé quatre enfants, j'avais alors en banque \$50, aucune dette et ma petite maison était payée. J'ai dû attendre quatre ans pour la pension de \$40. Ma femme a sept ans de moins que moi. Nous nous sommes cependant tirés d'affaire et avons réalisé quelques économies.